

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le

26 JAN. 2000

Affaire suivie par Mme GIEL

FG/CB- ☎ 02 32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Télécopie : 02.32.76.54.60

S.N.C. RENAULT

SANDOUVILLE

**ÉMISSIONS AQUEUSES ET
ATMOSPHÉRIQUES**

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

- **ARRÊTÉ** -

LE PRÉFET,

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

L'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface,

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités de la S.N.C. RENAULT à SANDOUVILLE et notamment les arrêtés des 14 avril 1986 et 20 avril 1998 relatifs aux rejets aqueux et atmosphériques,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 26 novembre 1999,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 14 décembre 1999,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

Les notifications faites à l'exploitant les 2 décembre 1999 et 5 janvier 2000,

Les observations émises par l'exploitant par courrier du 20 janvier 2000,

CONSIDERANT :

Qu'en ce qui concerne les rejets aqueux du site S.N.C. RENAULT à SANDOUVILLE, il a été constaté quelques dépassements des valeurs limites de débits qui ont été fixées et qui ne correspondent pas à la configuration des différents émissaires,

Qu'après examen approfondi, les engagements pris par l'exploitant pour le recyclage progressif des eaux de refroidissement et l'étude menée sur les réseaux d'eaux pluviales ont permis à l'industriel de définir des mesures qui permettront le recyclage de plus de 70% des eaux de réfrigération avant fin 2000 et le recyclage de leur totalité avant fin 2002,

Qu'en matière de rejets atmosphériques, il est apparu nécessaire de prévoir, d'une part, la mise en œuvre d'un programme de surveillance en sortie des moteurs thermiques assurant l'approvisionnement énergétique lors des périodes E.P.J. et d'autre part, une vérification quinquennale sur chaque incinérateur du site, du rejet de composés organiques,

Que l'ensemble de ces mesures sont en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La S.N.C. RENAULT, dont le siège social est Quai du Point du Jour à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter, pour les rejets aqueux et atmosphériques de son site de SANDOUVILLE, les prescriptions annexées au présent arrêté.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 26 JAN. 2001

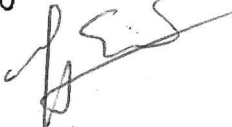
LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Roger PARENT

Pour ampliation

J'Ady au chef de service



Jean-Fabrice SAUTON

SNC RENAULT SANDOUVILLE

**PRESCRIPTIONS ANNEXÉES
A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU**

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 20 avril 1998
en date du 26 JAN. 2000
ROUEN, le 26 JAN. 2000
Le Préfet,

Pour le Préfet, en déléguation,
le Secrétaire Général,

20 JAN. 2000

Roger PARENT

Article 1

Les paragraphes 3.1.14 et 3.1.15 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 20 avril 1998 sont abrogés.

Le chapitre II de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1986 est remplacé par le texte suivant :

« II - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

II.1 - Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

II.2 - Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Cette consigne doit être intégrée au Plan d'Organisation des Secours.

II.3 - Postes de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

II.4 - Canalisations - Transport des produits

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles sont installées et exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des contenants (arrimage des fûts, ...).

II.5 - Ateliers

Le sol des ateliers doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage, ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

Les caractéristiques des revêtements doivent être adaptées à la nature des produits.

II.6 - Stockages

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume de rétention doit être au moins égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (sauf les lubrifiants) à 50 % de la capacité totale des fûts.
- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Le dispositif d'obturation équipant la cuvette de rétention doit présenter ces mêmes caractéristiques et être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que tout produit, toxique, corrosif ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides, liquides ou liquéfiés doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

II.7 - Eaux pluviales - Eaux vannes - Eaux de réfrigération - Eaux industrielles

Toutes les eaux susceptibles d'être polluées sont traitées avant rejet dans la station d'épuration d'eaux industrielles de l'usine.

Les eaux de pluies non susceptibles d'être polluées peuvent être rejetées directement au canal de Tancarville. Les points de rejets correspondant font l'objet d'un programme de surveillance décrit au paragraphe II.10.4.

Plus de 70 % des eaux de réfrigération du site doivent être recyclées avant fin 2000, la totalité avant fin 2002.

Dans l'attente de ces réalisations, les eaux de réfrigération sont rejetées directement dans le canal de Tancarville. Les points de rejets correspondant font l'objet d'un programme de surveillance décrit au paragraphe II.10.4.

Les eaux vannes sont traitées dans la station d'épuration d'eaux industrielles. Le mélange des eaux vannes avec les eaux industrielles se fait en amont du traitement biologique.

II.8 - Réseaux

Les réseaux de collecte des effluents doivent discriminer les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. En particulier, on dispose les conduits et les regards de telle sorte que les rejets accidentels de produits polluants ne puissent atteindre que le réseau d'eaux industrielles destiné au traitement.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts établis par l'exploitant régulièrement tenu à jour après chaque modification notable et daté doivent faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... Ils doivent être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

II.9 - Traitement des effluents

Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles doivent être correctement entretenues.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution rejetée en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs, doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

II.10 - Valeurs limites de rejet

II.10.1 - Généralités

Les valeurs limites, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées à l'article II.10.3.

Les prélèvements, mesures et analyses doivent être réalisés à partir de méthodes de référence. Les prélèvements, mesures ou analyses doivent être effectués au plus près du point de rejet dans le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

II.10.2 - Aménagement des rejets au milieu naturel

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Sont portés à la charge de l'exploitant, les frais occasionnés par les contrôles des effluents ou de leurs effets sur le milieu naturel réalisés à la demande de l'Inspection des Installations Classées et par les contrôles réalisés en application de la réglementation en vigueur.

Tout fait de pollution accidentelle doit être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du Service de police des eaux et de l'Inspection des Installations Classées.

Les rejets dans le canal de Tancarville sont répartis de la façon suivante :

Numéro de l'émissaire	Nature du rejet
R ₁	Eaux pluviales non polluées + Toutes les eaux industrielles après traitement + Toutes les eaux vannes après traitement biologique + Eaux de purges des circuits de refroidissement fermés
R ₂	Eaux pluviales non polluées + Une partie des eaux de réfrigération + Eau de centrale après prétraitement + Eaux de purges des circuits de refroidissement fermés A partir du 1^{er} janvier 2003 : eaux pluviales non polluées, eau de centrale après prétraitement et eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement
R ₃	Eaux pluviales non polluées + Eaux de purges des circuits de refroidissement fermés
R ₄	Eaux pluviales non polluées + Une partie des eaux de réfrigération + Eaux de purges des circuits de refroidissement fermés A partir du 1^{er} janvier 2000 : eaux pluviales non polluées et eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement
R ₅	Eaux pluviales non polluées + Une partie des eaux de réfrigération + Eaux de purges des circuits de refroidissement fermés A partir du 1^{er} janvier 2001 : eaux pluviales non polluées et eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement
R ₆	Eaux pluviales non polluées exclusivement
R ₇	Eaux pluviales non polluées exclusivement

Les émissaires R1 et R2 sont équipés d'une mesure de débit en continu.

II.10.3 - Valeurs limites de rejets

Pour tous les polluants et les valeurs de débits bénéficiant d'une autosurveillance, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés :

- sur une base mensuelle en sortie de station pour les polluants et les valeurs de débits bénéficiant d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour),
- sur une base annuelle pour chacun des émissaires R₁ à R₇ et pour les paramètres bénéficiant en sortie de station d'une autosurveillance hebdomadaire ou mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les valeurs limites définies ci-après sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2000.

Pour tous les rejets, la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II.10.3.1 - Sortie station d'épuration

Les rejets d'eaux résiduaires en sortie de station d'épuration doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- débit journalier maximum sur 24 heures : **2 000 m³/j**
- débit instantané : **100 m³/h**
- moyenne mensuelle du débit journalier : **1 500 m³/j**
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>	<i>Flux maximaux (kg/j)</i>	<i>Normes</i>
DCO	120	100	NFT 90.101
MES	30	50	NF EN 872
Azote Global	25	50	
Hydrocarbures Totaux	5	2	NFT 90.114
Fluorures	15	9	NFT 90.004
Phosphore Total	10	10	NFT 90.023
Zinc	2	0,5	FD T 90.112
Nickel	1	0,5	FD T 90.112
Plomb	0,5	0,2	FD T 90.112
Manganèse	1	0,5	FD T 90.112
Fer	5 (en Fe + Al)	1 (en Fe + Al)	FD T 90.112
Al			FD T 90.119
Cuivre	0,5	0,5	FD T 90.112
Chrome Hexavalent	0,1	0,1	FD T 90.112
Chrome	0,5	0,5	FD T 90.112
Métaux totaux (au minimum : Zinc, Aluminium, Fer, Cuivre, Plomb, Chrome, Nickel, Manganèse)	15	3	FD T 90.112

II.10.3.2 - Rejet R1

Les eaux résiduaires en sortie du rejet R1 doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- débit journalier maximum sur 24 heures : **3 700 m³/j**
- débit instantané : **280 m³/h**
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>	<i>Flux maximaux (kg/j)</i>	<i>Normes</i>
DCO	120	200	NFT 90.101
DBO ₅	30	50	NFT 90.103
MES	30	75	NF EN 872
Azote Global	30	50	
Hydrocarbures Totaux	5	2	NFT 90.114
Indice Phénols	0,5	1,2	XPT 90.109
Phosphore Total	10	10	NFT 90.023
Zinc	2	0,5	FD T 90.112
Nickel	0,5	1,5	FD T 90.112
Plomb	0,5	0,2	FD T 90.112
Fer	2	1	FD T 90.112
Al	0,2	0,75	FD T 90.119
Cuivre	0,5	0,5	FD T 90.112
Chrome Hexavalent	0,05	0,1	FD T 90.112
Chrome	0,5	0,5	FD T 90.112

II.10.3.3 - Rejets R2, R3, R4, R5, R6 et R7

Les eaux résiduaires en sortie du rejet **R2** doivent respecter **jusqu'au 1^{er} janvier 2003** les caractéristiques maximales suivantes :

- débit journalier maximum sur 24 heures : **2 000 m³/j**
Ce débit pourra atteindre 6 740 m³/j durant les mois de mai à octobre.
- débit instantané : **250 m³/h**
Ce débit pourra atteindre 450 m³/h durant les mois de mai à octobre.
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>	<i>Flux maximaux (kg/j)</i>		<i>Normes</i>
		<i>De mai à octobre</i>	<i>De novembre à avril</i>	
DCO	120	180	120	NFT 90.101
DBO ₅	30	50	50	NFT 90.103
MES	30	70	30	NF EN 872
Azote Global	30	15	15	
Hydrocarbures Totaux	5	15	5	NFT 90.114
Zinc	2	0,1	0,1	FD T 90.112
Al	0,2	1,4	0,4	FD T 90.119
Fer	2	2,5	1,0	FD T 90.112
Cuivre	0,5	2	1	FD T 90.112

Les eaux résiduaires en sortie du rejet **R5** doit **jusqu'au 1^{er} janvier 2001** respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>	<i>Normes</i>
DCO	120	NFT 90.101
DBO ₅	30	NFT 90.103
MES	30	NF EN 872
Azote Global	30	
Hydrocarbures Totaux	5	NFT 90.114
Zinc	2	FD T 90.112
Al	5 (en Fe + Al)	FD T 90.119
Fer		FD T 90.112

Les eaux résiduaires en sortie des rejets **R3, R4, R6 et R7, R2 à compter du 1^{er} janvier 2003, R5 à compter du 1^{er} janvier 2001**, doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>	<i>Normes</i>
DCO	120	NFT 90.101
DBO ₅	30	NFT 90.103
MES	30	NF EN 872
Hydrocarbures Totaux	5	NFT 90.114

II.10.4 - Surveillance des rejets

II.10.4.1 -Généralités

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les résultats des mesures doivent être transmis au moins mensuellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Par ailleurs, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Enfin, les modalités de l'autosurveillance sont présentées à la DRIRE pour approbation (méthode d'échantillonnage, ...)

II.10.4.2 - Suivi

Les paramètres suivants doivent être mesurés selon la périodicité fixée ci-après :

Paramètre	Fréquence				
	Sortie Station	R1	R2 Jusqu'au 01/01/2003	R5 Jusqu'au 01/01/2001	R3, R4, R6, R7 R2 à partir du 01/01/2003 R5 à partir du 01/01/2001
Débit - pH	En continu	En continu	Hebdomadaire		
DCO	Journalière	Journalière	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Mensuelle
DBO ₅		Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
MES	Journalière	Journalière	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Mensuelle
Azote global	Hebdomadaire	Hebdomadaire			
Hydrocarbures totaux	Mensuelle	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Mensuelle
Fluorures	Hebdomadaire	Mensuelle			
Phosphore total	Hebdomadaire	Journalière jusqu'au 01/01/2000 Mensuelle ensuite			
Zinc	Hebdomadaire	Mensuelle	Hebdomadaire	Mensuelle	
Nickel	Hebdomadaire	Journalière jusqu'au 01/01/2000 Mensuelle ensuite			
Plomb	Hebdomadaire	Mensuelle			
Manganèse	Hebdomadaire	Mensuelle			
Fer	Hebdomadaire	Mensuelle	Hebdomadaire	Mensuelle	
Aluminium	Hebdomadaire	Mensuelle	Hebdomadaire	Mensuelle	
Cuivre	Hebdomadaire	Mensuelle	Journalière de mai à octobre Hebdomadaire de novembre à avril		
Chrome	Hebdomadaire	Mensuelle			
Métaux totaux (au minimum : Zinc, Aluminium, Fer, Cuivre, Plomb, Chrome, Nickel, Manganèse)	Hebdomadaire	Mensuelle			

II.10.5 - Étude technico-économique

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées, avant le **30 juin 2000**, une étude technico-économique visant à supprimer l'infiltration des eaux du canal de Tancarville dans le réseau de l'entreprise au niveau des émissaires 4, 6 et 7, et ce afin que le suivi des rejets au niveau de ces émissaires portent effectivement sur les effluents de l'exploitant. Toute proposition ou solution alternative pourra être étudiée.

Article 2

Le paragraphe 3 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral du 9 février 1995 est complété par le texte suivant :

« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance sur cet émissaire. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère seront mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
<i>NOx</i>	<i>1 mesure par an</i>
<i>CO</i>	<i>1 mesure par an</i>
<i>HC</i>	<i>1 mesure par an</i>
<i>Poussières</i>	<i>1 mesure par an</i>
<i>SO₂</i>	<i>1 mesure par an</i>

Les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection et dans des conditions définies avec celle-ci. L'intervention de l'organisme peut avoir lieu à tout moment.

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents gazeux. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. »

Article 3

Le chapitre III (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1986 est complété par le paragraphe suivant :

« III.6 - L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance en sortie de chacun des incinérateurs du site. Les concentrations et quantités de composés organiques rejetés à l'atmosphère seront mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais une fois tous les cinq ans sur chacun de ces équipements.

Les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection et dans des conditions définies avec celle-ci. L'intervention de l'organisme peut avoir lieu à tout moment.

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents gazeux. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. »